Arrêté du ministre de l'économie nationale du 16 décembre 1989 portant quatrième renouvellement du permis de recherches de mines du 4ème groupe, situé au lieu dit «Chott El Jérid», gouvernorat de Tozeur et Gabès.

Le ministre de l'économie nationale;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et notamment son titre II;

Vu l'arrêté du 19 février 1975 instituant le permis de recherches de mines du 4ème groupe n° 228.818 à 230.477, situé au lieu dit «Chott El Jérid», gouvernorats de Tozeur et Gabès, en faveur de la Compagnie des phosphates de Gafsa;

Vu l'arrêté du 4 juin 1980, portant premier renouvellement du permis sus-visé;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1983, portant deuxième renouvellement du permis en question;

Vu l'arrêté du 13 juin 1987, portant troisième renouvellement du permis précité;

Vu la demande de quatrième renouvellement enregistrée à la direction générale des mines le 6 décembre 1988 sous le n° 580.966 à 581.601, présentée par la compagnie des phosphates de Gafsa;

Vu l'avis exprimé par le comité consultatif des mines lors de sa réunion du 20 juillet 1989;

Vu le rapport du directeur général des mines;

Arrête :

Article premier. — Est renouvelé pour une période de trois (3) années prenant fin le 18 février 1992 inclus, l'ensemble de six cent trente six (636) périmètres élémentaires défini au tableau ci-dessous, et compris dans le permis de recherches initial du 4ème groupe n° 228.818 à 230.477, institué par l'arrêté en date du 19 février 1975.

Sommets	N° de repères	Sommets	N° de repères
1	124.460	9	200.456
2	124.446	10	200.466
3	144.446	11	210.466
4	144.440	12	210.478
5	226.440	13	172.478
6	226.452	14	172.474
7	210.452	15	160.474
8	210.456	16	160.460

Art. 2. — Au cours de la nouvelle période de validité visée à l'article premier ci-dessus, la compagnie des phosphates de Gafsa devra effectuer des travaux de recherches régulièrement poursuivis, représentant une dépense dont le montant global ne devra pas être inférieur à cent mille dinars (100.000D).

Art. 3. — Toute demande de renouvellement, toute demande permis d'exploitation ou de concession portant sur le présent permis, devra être enregistrée à la direction générale des mines, à peine de nullité, deux mois au moins avant l'expiration dudit permis.

Tunis, le 16 décembre 1989.

Le ministre de l'économie nationale
MONCEF BELAID

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

Arrêté du ministre de l'économie nationale du 16 décembre 1989 portant extension de la durée du permis de recherche de substances minérales du second groupe dit permis «Kairouan Nord».

Le ministre de l'économie nationale;

Vu le décret du 13 décembre 1948 instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du 2ème groupe, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines;

Vu la loi n° 84-47 du 14 juillet 1984 portant approbation de la convention, du cahier des charges et leurs annexes signés à Tunis le 4 novembre 1983 entre l'Etat tunisien d'une part, l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP) et Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC) et Elf-Aquitaine Tunisie d'autre part;

Vu la loi n° 85-93 du 22 novembre 1985 ratifiant le décret-loi n° 85-9 du 14 septembre 1985 instituant des dispositions spéciales concernant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux;

Vu la loi n° 87-9 du 6 mars 1987 portant amendement du décret-loi sus-visé;

Vu le décret n° 86-200 du 7 février 1986 portant composition et fonctionnement du comité consultatif des hydrocarbures;

Vu l'arrêté du 23 juin 1984 portant institution du permis «Kairouan Nord»;

Vu l'arrêté du 5 janvier 1987 portant admission du permis «Kairouan Nord» au bénéfice des dispositions du décret-loi sus-mentionné;

Vu l'arrêté du 16 mars 1989 portant extension d'une année de la période initiale de validité du permis «Kairouan Nord»;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1989 portant cession totale des droits et obligations détenus dans le permis «Kairouan Nord» par Elf-Aquitaine Tunisie au profit de KUFPEC;

Vu la demande déposée le 8 mai 1989 à la direction générale des mines par laquelle les compagnies ETAP et KUFPEC ont sollicité l'extension d'une année de la période initiale de validité du permis «Kairouan Nord»;

Vu l'avis favorable émis par le comité consultatif des hydrocarbures lors de sa réunion du 18 mai 1989;

Vu le rapport du directeur général de l'énergie;

Arrête :

Article premier. — Est accordée une extension d'une année de la durée de la période initiale de validité du permis de recherches de substances minérales du 2ème groupe dit permis «Kairouan Nord».

A la suite de cette extension la période initiale de validité du permis arrivera à échéance le 9 juillet 1990.

Art. 2. — Ce permis demeure régi par la convention et ses annexes ainsi que par le décret du 1er janvier 1953 sur les mines et par les lois n° 85-93 du 22 novembre 1985 et n° 87-9 du 6 mars 1987.

Tunis, le 16 décembre 1989.

Le ministre de l'économie nationale
MONCEF BELAID

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUÏ

HOMOLOGATION

Arrêté du ministre de l'économie nationale du 23 décembre 1989 complétant l'arrêté du ministre de l'économie nationale du 17 mai 1989, portant homologation d'une norme tunisienne relative aux spécifications du vinaigre.

Le ministre de l'économie nationale;

Vu la loi n° 70-26 du 19 mai 1970, relative aux modalités de fixation des prix et à la répression des infractions en matière économique;

Vu la loi n° 82-66 du 6 août 1982 relative à la normalisation et à la qualité et notamment les articles 2, 9 et 10;

Vu le décret du 10 octobre 1919 sur la répression des fraudes;

Vu le décret n° 83-724 du 4 août 1983, fixant les catégories de normes et les modalités de leur élaboration et de leur diffusion;

Vu le décret n° 85-665 du 27 avril 1985, relatif au système de certification de la conformité aux normes;

Vu l'arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 23 mars 1950, réglementant le commerce des vinaigres en matière de répression de fraudes;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie nationale du 17 mai 1989, portant homologation d'une norme tunisienne relative aux spécifications du vinaigre;

Arrête :

Article premier. — Il est ajouté à l'arrêté du 17 mai 1989 sus-visé, un article libellé comme suit :

Article 2 bis. — L'appellation «vinaigre» est strictement réservée aux produits conformes à la norme NT 72.70 (1988) : vinaigre-spécifications.

L'appellation «vinaigre de synthèse» est interdite quel que soit le produit auquel elle se rapporte.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures

contraires au présent arrêté, et notamment celles de l'arrêté du ministre du commerce et de l'artisanat du 23 mars 1950 sus-visé.

Tunis, le 23 décembre 1989.

Le ministre de l'économie nationale
MONCEF BELAID

VU
Le Premier ministre
HAMED KAROUI

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'HABITAT

CONSTRUCTION DES BATIMENTS CIVILS

Décret n° 89-1979 en date du 23 décembre 1989 portant réglementation de la construction des bâtiments civils.

Le Président de la République ;

Vu la loi n° 67-53 du 8 décembre 1967 portant loi organique du budget ;

Vu la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973 portant promulgation du code de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 74-93 du 15 février 1974 fixant les attributions du ministère de l'équipement ;

Vu le décret n° 78-70 du 26 janvier 1978 relatif aux bâtiments civils ;

Vu le décret n° 78-71 du 26 janvier 1978 portant approbation du cahier des conditions administratives générales réglementant les missions d'architecture et d'ingénierie assurées par les prestataires de droit privé pour la réalisation des bâtiments civils ;

Vu le décret n° 88-1413 du 22 juillet 1988 portant organisation du ministère de l'équipement et de l'habitat ;

Vu le décret n° 89-375 du 24 mars 1989 fixant la nature des dépenses à caractère régional ;

Vu le décret n° 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics ;

Vu l'avis des ministres du plan et des finances et de l'équipement et de l'habitat ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrète :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Section I. — Définitions

Article premier. — Sont appelés bâtiments civils au sens du présent décret, les bâtiments et les ouvrages annexes dont la réalisation est entreprise pour le compte de l'Etat des établissements publics administratifs, des collectivités publiques locales à l'exclusion de ceux destinés à un usage strictement militaire ou présentant un caractère secret pour des raisons de sécurité nationale.

Art. 2. — Sont appelés maîtres d'ouvrages au sens du présent décret, les départements ministériels, les établissements publics administratifs, les collectivités publiques locales pour le compte desquels sont réalisés les projets de bâtiments civils.

En cette qualité, les maîtres d'ouvrages sont directement chargés de l'étude et de l'exécution des projets de bâtiments civils relevant de leur compétence en vertu de l'article 5 du présent décret. Ils concluent à ce titre les conventions d'études et les marchés de travaux.

A cet effet, ils en assurent le suivi, le contrôle et la gestion.

Art. 3. — Le ministère de l'équipement et de l'habitat est appelé maître d'ouvrage délégué dans le domaine des bâtiments civils pour les projets relevant de sa compétence en application de l'article 5 du présent décret.

En cette qualité, il est chargé notamment de l'étude et de l'exécution des projets de bâtiments civils, il conclut à ce titre les

conventions d'études et les marchés de travaux. A cet effet, il en assure le suivi, le contrôle et la gestion.

Le maître d'ouvrage délégué peut aussi prêter son concours en ce qui concerne les projets de bâtiments civils à réaliser pour le compte des offices, des entreprises publiques et des sociétés d'économie mixte ou des organismes d'utilité publique qui sollicitent son concours.

Art. 4. — Sont appelés concepteurs, au sens du présent décret les architectes, les ingénieurs conseils et les bureaux d'études appelés à prêter leur concours dans le domaine des bâtiments civils.

Ces concepteurs sont agréés par le ministre de l'équipement et de l'habitat conformément aux critères fixés par le conseil des bâtiments civils, dans le cadre des attributions qui lui sont confiées à l'article 19 du présent décret.

Lorsqu'un concepteur ou groupement de concepteurs est chargé des études, de la direction et du contrôle de l'exécution des travaux de réalisation d'un projet de bâtiments civils; il est appelé maître d'œuvre.

Pour prêter leur concours à une mission de maître d'œuvre les concepteurs constitués en groupement sont tenus de désigner parmi eux un représentant dûment mandaté ayant pleins pouvoirs pour engager les membres du groupement pour cette mission; il est alors appelé le mandataire du groupement.

Section II. — Classification des bâtiments civils

Art. 5. — Les projets de bâtiments civils sont classés en trois catégories :

A) Projets à caractère national :

Ces projets concernent les bâtiments civils, qui, compte tenu de leur importance, font appel à une recherche spécifique, à des techniques complexes ou comportant d'importants équipements spécialisés.

Pour de tels projets le ministère de l'équipement et de l'habitat est le maître d'ouvrage délégué.

B) Projets à caractère départemental :

Ces projets concernant les bâtiments civils de complexité proportionnelle qui ne présentent pas de difficultés techniques particulières et qui ne font pas partie de la catégorie C définie ci-après. La réalisation de ces projets est assurée pour son compte et sous responsabilité par le département ministériel qui en est le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut en confier la réalisation au maître d'ouvrage délégué dans les conditions prévues à l'article 3 du présent décret.

Les projets de bâtiments civils de la catégorie A et B ci-dessus sont définis par arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat sur avis du conseil des bâtiments civils.

C) Projets à caractère régional ou local :

Les projets à caractère régional ou local sont ceux relatifs aux bâtiments civils tels que définis dans le cadre du décret n° 89-375 du 24 mars 1989 sus-visé.